

**Point de presse de la porte-parole -  
Union européenne/Siège du  
Parlement européen à  
Strasbourg/Entretien de Mme  
Nathalie Loiseau avec Mme  
Catherine Trautmann - Situation à  
Jérusalem - République  
centrafricaine/Attaque contre un  
convoi de casques bleus -  
Santé/Neuvième conférence  
scientifique sur le VIH (IAS 2017) -  
Libye - Situation dans le Golfe -  
Turquie - Congo  
(Paris, 24 juillet 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Union européenne - Sièges du Parlement européen à Strasbourg - Entretien de Mme Nathalie Loiseau avec Mme Catherine Trautmann (Paris, 24 juillet 2017)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, s'est entretenue aujourd'hui avec Mme Catherine Trautmann, ancienne ministre de la culture et députée européenne, présidente de la «task force» pour le siège strasbourgeois du Parlement européen.

Quelques jours après le déplacement de Mme Nathalie Loiseau à Strasbourg le 5 juillet, au cours duquel elle a défendu le siège de Strasbourg, l'entretien a permis de faire le point sur les activités de la «task force». Cette dernière réunit des élus locaux, des parlementaires nationaux et européens de la région Grand Est ainsi que les préfetures de la région Grand Est et du Bas-Rhin afin de promouvoir le siège de Strasbourg. Les discussions ont également porté sur les actions mises en oeuvre par l'État et par les acteurs locaux pour que Strasbourg puisse jouer pleinement son rôle de capitale européenne et renforcer son accessibilité.

Strasbourg est un symbole de la réconciliation de notre continent. C'est pour cette raison que le siège du Parlement européen mais aussi du Conseil de l'Europe et de la Cour européenne des droits de l'Homme y ont été établis. Le choix du siège strasbourgeois pour le Parlement européen, qui est inscrit dans les traités, traduit également la volonté des pères fondateurs de construire une Europe polycentrique.

2 - Situation à Jérusalem

La France déplore les violences récentes à Jérusalem et dans les Territoires palestiniens qui ont entraîné la mort de dix personnes dans des attentats et des affrontements. Elle exprime sa grande préoccupation et sa détermination à aider, avec ses partenaires, à l'apaisement.

C'est dans cet esprit que M. Jean-Yves Le Drian s'est entretenu le 23 juillet avec son homologue jordanien, M. Ayman Safadi. Les consultations se poursuivront notamment ce soir au conseil de sécurité des Nations unies lors d'une réunion d'urgence.

La France réaffirme la nécessité de s'abstenir de tout acte ou déclaration pouvant aggraver le conflit et appelle toutes les parties à la retenue et à oeuvrer concrètement à un retour au calme.

Elle rappelle que toute remise en cause du statu quo est porteuse de grand risque de déstabilisation et souhaite qu'une solution concertée, permettant d'assurer la sécurité, soit trouvée sans que le libre accès aux lieux saints ne soit affecté.

Q - Pensez-vous que le statu quo sur l'Esplanade des Mosquées est menacé ? Qu'attendez-vous de la réunion du conseil de sécurité ce soir ?

R - Je vous renvoie à ma déclaration de ce jour sur le sujet.

### 3 - République centrafricaine - Attaque contre un convoi de casques bleus (23 juillet 2017)

La France condamne l'attaque perpétrée le 23 juillet à Bangassou contre un convoi de casques bleus, qui a causé la mort d'un soldat marocain et fait trois blessés. Les responsables de cette attaque devront être traduits devant la justice.

Nous présentons nos condoléances à la famille de la victime et aux autorités marocaines.

La France réitère son plein soutien à l'action menée par la MINUSCA et ses contingents pour la stabilisation de la RCA et la protection des populations civiles. Nous soutenons le Maroc, durement touché, dans son engagement au sein des opérations de maintien de la paix.

Cette attaque rappelle la nécessité de progresser rapidement dans la mise en oeuvre effective du désarmement des groupes armés. La France soutient les efforts des autorités centrafricaines, de l'Union africaine et des pays et organisations régionales dans le cadre de la feuille de route conjointe pour la paix et la réconciliation en RCA, adoptée le 17 juillet à Libreville.

### 4 - Santé - Neuvième conférence scientifique sur le VIH (IAS 2017) (Paris, 23-26 juillet 2017)

La France accueille la neuvième conférence scientifique sur le VIH (IAS 2017) du 23 au 26

juillet à Paris. Elle est cette année co-organisée par l'agence française de recherche sur le VIH/Sida et les hépatites virales (ANRS). Plus de 6.000 participants sont attendus pour ce temps fort de partage des connaissances sur la pandémie. Les professeurs Jean-François Delfraissy, ancien directeur de l'agence de recherche contre le sida et président du comité consultatif national d'éthique, et Linda-Gail Bekker, présidente de la société internationale du sida, en sont les co-présidents. Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères a participé au financement d'un programme de bourses permettant à de jeunes chercheurs de pays du Sud de participer à cette conférence.

Il s'agit de la troisième fois, après 1986 et 2003, que la France accueille cette conférence. La France est en effet un acteur historique de la lutte contre le VIH/Sida, une de nos priorités dans le domaine de la santé mondiale.

Ainsi, notre pays est le 2ème contributeur du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Depuis la création de ce fonds, le total cumulé de notre contribution y a atteint 4,8Mds\$.

La France a également créé UNITAID dont elle est le premier bailleur. UNITAID accélère la mise à disposition des solutions innovantes en matière de traitements, diagnostics et prévention.

L'engagement de la France passe également par son soutien à l'ONUSIDA (Programme commun des Nations unies sur le VIH/Sida).

La France consacre aujourd'hui plus de 500 millions d'euros par an à la lutte contre les maladies transmissibles.

L'investissement financier français dans la lutte contre la pandémie, outre notre action politique et notre contribution dans le domaine de la recherche, a permis des progrès considérables : plus de 10 millions de personnes séropositives sont aujourd'hui sous traitement dans les pays en développement grâce aux programmes du Fonds mondial et la mortalité liée au sida a chuté de 45%. Grâce à UNITAID le coût des médicaments contre le VIH a été divisé par 100.

Cette mobilisation est justifiée au regard des défis qui restent à surmonter : chaque année, 2,1 millions de personnes sont infectées par le VIH et 1,1 million en meurt encore. La moitié des malades séropositifs n'a toujours pas accès aux médicaments antirétroviraux (ARV) en 2017. Cet accès est particulièrement limité dans certaines régions comme l'Afrique centrale et de l'Ouest, où plus de 75% des malades séropositifs n'accèdent pas aux ARV.

## 5 - Libye

Q - Qu'attendez-vous de la réunion de Fayez al-Sarraj et Khalifa Haftar demain ? Outre le ministre des AE égyptien, y aura-t-il d'autres représentants des pays impliqués dans le dossier

libyen ?

R - Comme la présidence de la République l'a indiqué ce matin, seuls le président du Conseil présidentiel libyen, M. Fayez Sarraj, et le commandant de l'armée nationale libyenne, le général Khalifa Haftar, se réuniront à La Celle-Saint-Cloud, en présence du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Libye, M. Ghassan Salamé, à l'invitation du chef de l'État.

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera à cette réunion.

## 6 - Situation dans le Golfe

Q - L'émir du Qatar a, dans son discours télévisé du 21 juillet, fait une proposition de dialogue aux autres pays du Golfe impliqués dans la crise actuelle. La France encourage-t-elle ces efforts ?

R - La France encourage tous les efforts pour faciliter le règlement rapide du différend qui oppose le Qatar à plusieurs de ses partenaires du conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCEAG) et à l'Égypte. C'est pourquoi, M. Jean-Yves Le Drian s'est rendu les 15 et 16 juillet au Qatar, en Arabie saoudite, au Koweït et aux Émirats arabes unis.

La France soutient les efforts de médiation de l'émir du Koweït, Cheikh Sabah Al Ahmad Al Jaber Al Sabah. Elle accueille favorablement l'appel de l'émir du Qatar, Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani, le 21 juillet, à ouvrir le dialogue, et considère qu'il s'agit d'un développement prometteur. Elle relève avec intérêt les propos tenus le 18 juillet dernier à New York par les représentants de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, de Bahreïn et de l'Égypte.

## 7 - Turquie

Q - Quelle est votre réaction alors que s'ouvre aujourd'hui le procès de plusieurs journalistes de Cumhuriyet en Turquie ?

R - Comme nous l'avons rappelé à plusieurs reprises ces dernières semaines, la France est très préoccupée par la situation des droits et libertés fondamentales en Turquie, en particulier s'agissant de la liberté de la presse.

Nous attendons de la Turquie qu'elle respecte tous ses engagements internationaux, en particulier à l'égard de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, et que les autorités assurent les conditions d'un débat démocratique.

Nous suivons de près la situation des journalistes de Cumhuriyet, en lien avec notre ambassade

en Turquie et nos partenaires européens.

## 8 - Congo

Q - Quelle est votre réaction à la victoire du parti de Denis Sassou N'guesso aux législatives du 16 juillet ? Déplorez-vous que les élections n'aient pu être organisées dans la région du Pool ?

R - Le processus électoral n'est pas achevé, puisque le deuxième tour des élections est prévu le 30 juillet.

La France reste préoccupée par la situation dans la région du Pool et ses conséquences sur le plan humanitaire. Elle appelle les autorités congolaises à prendre les mesures nécessaires pour rétablir rapidement les conditions qui permettront la tenue des élections dans toutes les circonscriptions concernées./.